Publié par:
REISO.org
REVUE D'INFORMATION SOCIALE

L'âgisme dans la lutte contre le coronavirus

CC Nick Karvounis / Unsplash

Les autorités ont recommandé un confinement plus strict pour les personnes de 65 ans et plus. Celles-ci se retrouvent ainsi au centre de l'attention sanitaire. Elles ne sont pourtant pas consultées. Ni reconnues dans leurs rôles sociaux traditionnels.

Par ***Marion Repetti***, sociologue, professeure, Haute école de travail social, HES-SO Valais-Wallis, Sierre

Les autorités fédérales ont édicté un « confinement partiel » pour lutter contre la pandémie de coronavirus et éviter l'engorgement des soins intensifs dans les hôpitaux. Elles ont appelé la population à rester à la maison autant que possible, notamment les personnes « vulnérables » et en particulier celles de 65 ans et plus [1]. La protection de ce groupe d'âge est présentée comme un enjeu essentiel des mesures de confinement. L'augmentation des risques de mourir du coronavirus avec l'âge est venue légitimer ces mesures plus strictes à leur égard. En réalité, les données nationales montrent que l'âge moyen des victimes est de 81 ans (OFSP 2020).

A chaque pays son âge limite

Bien que la mortalité par tranche d'âge soit semblable à l'échelle internationale (Our World in Data 2020), la catégorie « personnes vulnérables » recouvre des groupes qui varient entre les différents pays. Elle a été fixée à 70 ans en France (Ministère des Solidarités et de la Santé, 2020) et au Royaume Uni (Gov.UK 2020). D'autres gouvernements n'indiquent pas d'âge précis, comme par exemple l'Allemagne (BZGA 2020). Ces variations suggèrent que la décision des autorités politiques helvétiques d'établir à 65 ans le seuil à partir duquel les personnes sont jugées « vulnérables » ne reflète pas des motivations purement statistiques. Cet âge est en fait celui de l'AVS [2], catégorie pour laquelle la Confédération définit les mesures de la politique vieillesse dans le pays.

Bien que les personnes de 65 ans et plus sont celles que les mesures urgentes doivent protéger, paradoxalement, leur voix est peu présente dans l'espace public. Les médias donnent la parole aux autorités politiques, expert.e.s et professionnel.e.s de la santé, syndicats ou encore indépendant.e.s et représentant.e.s des petites entreprises qui subissent les conséquences économiques du confinement. Sans remettre en question la légitimité de ces groupes à

Comment citer cet article ?
Marion Repetti, «L'âgisme dans la lutte contre le coronavirus», REISO, Revue d'information sociale, mis en ligne le 4 mai 2020,
https://www.reiso.org/document/5879

prendre part aux débats publics quant aux conséquences de la pandémie et aux réponses politiques à y apporter, l'invisibilité des personnes constituant la « raison d'être » des mesures interroge.

Si les effets sociaux, affectifs et psychologiques du confinement sont parfois mentionnés dans les médias comme particulièrement importants pour cette population [3], la légitimité d'un confinement plus « dur » ne fait que peu et tardivement l'objet de débat.

Les rôles sociaux des seniors

Les personnes de 65 ans et plus constituent en réalité un groupe essentiel de l'organisation politique de la gestion de la pandémie en Suisse. Ce constat ne résulte pas seulement du fait de sa désignation comme groupe à protéger, mais aussi du fait des conséquences de leur confinement sur l'organisation sociale [4].

Relevons en premier lieu que leurs contributions bénévoles en tant que grands-parents ont rapidement été placées au cœur des débats quant à l'ouverture ou non des écoles. Les autorités ont d'abord souhaité maintenir les écoles ouvertes malgré la pandémie afin d'éviter que les parents qui travaillent ne sollicitent les grands-parents pour garder les enfants. Certaines personnes ont alors relevé que, avant la pandémie, l'obligation de travailler à l'extérieur de la maison constituait déjà un problème de politique publique puisqu'elle contraignait les grands-parents à garder leurs petits-enfants.

De fait, lorsque les autorités fédérales ont ensuite imposé un confinement partiel pour des raisons de santé publique, elles ont exigé la fermeture des écoles, tout en enjoignant les entreprises encore en activité à laisser les employé.e.s travailler à domicile autant que possible. Elles ont également demandé à la population d'éviter les liens familiaux hors du foyer, en particulier entre les personnes de 65 ans et plus et leurs enfants et petits-enfants. Ainsi, bien que la parole des seniors soit peu présente dans le débat public autour du coronavirus, leur rôle dans le fonctionnement de notre société, y compris de son économie, se révèle soudain. Sans elles, ladite « conciliation » travail-famille semble compromise, ou nécessitant une réorganisation fondamentale de l'organisation quotidienne d'une partie importante des familles en Suisse.

Soulignons en deuxième lieu les conséquences du retrait des seniors sur l'organisation de la solidarité en Suisse. Avec la pandémie, ces activités commencent à se rendre visibles. Prenons l'exemple des associations qui soutiennent les personnes précaires. Elles dépendent souvent du travail social gratuit fourni par les personnes de 65 ans et plus (OFS 2018). Sans elles, leurs capacités d'agir sont menacées et cette situation risque de fragiliser la cohésion sociale [5]. Contrairement au rôle de grand-parents, probablement identifié parce qu'il s'agit de garantir le maintien de l'emploi des parents, celui de l'aide aux populations pauvres et exclues de notre société ne reçoit que peu d'attention politique et médiatique. Pour le moment du moins.

Les rapports sociaux âgistes

Aujourd'hui, les premières mesures de déconfinement se dessinent avec le retour des enfants à l'école et la réouverture d'un certain nombre de commerces. Les autorités continuent néanmoins d'appeler les personnes de 65 ans et plus à un confinement plus strict que le reste de la société, même si de brèves visites aux petits-enfants sont désormais jugées possibles. Dans ce contexte, la question demeure de savoir comment les parents se rendront au travail sans que les grands-parents ne gardent les petits-enfants sur de longues périodes.

Quant à l'absence des personnes de 65 ans et plus auprès des associations d'entraide, elle commence à interroger (Hartmann 2020). Sur ce thème, à nouveau, elles ne sont que peu consultées. Paradoxalement, si l'entraide et la solidarité sont désormais fortement valorisées dans les médias, leurs auteur.e.s traditionnel·le·s demeurent

ignoré.e.s et les voix des groupes plus jeunes sont considérées comme plus légitimes dans le débat public.

Cette ambivalence du « traitement social de la vieillesse » n'est pas nouvelle en Suisse. Elle est au cœur des rapports sociaux âgistes qui structurent notre société. Il en résulte que, en vieillissant, chacun.e d'entre nous perd une part de pouvoir. Si cette transformation a lieu indépendamment de notre position sociale par ailleurs, d'autres systèmes sociaux la façonnent, telles que le genre, les ressources économiques, l'ethnicité, la citoyenneté, etc. Ainsi, dans le cadre du coronavirus, les personnes âgées et pauvres encourent un risque élevé d'être invisibles dans les débats publics, et ce d'autant plus si ce sont des femmes.

Personnes vulnérables, personnes exclues ?

Les mesures politiques de lutte contre le coronavirus reproduisent ainsi des rapports d'âge, en Suisse tout comme à l'étranger (Calasanti 2020 ; Phillipson 2020). Cette situation met en lumière les difficultés que les personnes de 65 ans et plus rencontrent, à mesure qu'elles vieillissent, pour maintenir une place légitime d'actrices dans l'espace public. Si la pandémie doit marquer l'organisation de notre société sur le long terme, il semble indispensable de repenser ce traitement social et de donner à ces personnes une place légitime de citoyennes. Il importe de respecter leur droit et leur devoir démocratiques de participer aux débats sur les conséquences individuelles, sociales, politiques et économiques des mesures dont elles font l'objet. Le maintien de leur mise à l'écart a des conséquences sociales négatives pour l'ensemble de la société. Par ailleurs, cela les positionne comme des victimes plutôt que comme des personnes à part entière, actrices de la société et de leur vie.

Bibliographie

- BZGA (Bundeszentrale für gesundheitliche Aufklärung). 2020. Informationen zum neuartigen Coronavirus / COVID-19. En ligne (consulté le 28 avril 2020).
- Calasanti, Toni. 2020 (à paraître). Sans titre, ASA Footnotes. En ligne
- Gov.UK. 2020. Coronavirus (COVID-19) : Advice for vulnerable people. En ligne (consulté le 28 avril 2020).
- Hartmann, Dominique. 22 avril 2020. Le travail bénévole s'essouffle. Le Courrier.
- Ministère des Solidarités et de la Santé, 2020. En ligne (consulté le 28 avril 2020).
- OFS (Office fédéral de la statistique). 2018. Travail bénévole, part en % de chaque groupe de population accomplissant un travail bénévole institutionnalisé ou informel, selon le groupe d'âge, le type de ménage, le niveau de formation et le sexe. En ligne (consulté le 28 avril 2020).
- OFSP (Office fédéral de la santé publique). 2020. Covid-19 en Suisse. En ligne (consulté le 17 avril 2020).
- Our World in Data. 2020. Case fatality rate of COVID-19 by age. En ligne (consulté le 28 avril 2020).
- Phillipson, Chris. 8 Avril 2020. Covid-19 and the crisis in residential and nursing home care. Ageing Issues. En ligne (consulté le 29 avril 2020).

[1] Pages spéciales nouveau coronavirus sur le site de la Confédération

[2] Les femmes accèdent à l'AVS à 64 ans et les hommes à 65 ans, mais cette distinction n'a pas été reprise dans les mesures fédérales de lutte contre le coronavirus.

[3] Relevons que plusieurs centres de recherche mènent actuellement des études sur ce sujet dont la HETS Valais qui se penche sur les conséquences du Coronavirus sur les personnes âgées pauvres, ainsi que le renforcement de l'âgisme dans ce contexte, en ligne, et la HETS Fribourg et le CIGEV de l'UniGe qui s'intéressent au ressenti des personnes de 65 ans et plus depuis le début du confinement (présentation sur REISO).

[4] **NDLR** Lire aussi Marion Repetti, «Coupables d'être vieux?», REISO, Revue d'information sociale, mis en ligne le 1er mai 2020.

[5] Voir à ce sujet l'enquête VIVRA en cours actuellement et financée par la Fondation Leenaards sur le bénévolat des seniors en Suisse romande. En ligne